

« Votre région ne portera pas le visage du désordre »

Interview exclusive. A deux jours du premier tour, Nicolas Sarkozy est soucieux à l'idée que le FN mette la main sur la région Paca et confiant quant à l'issue d'un scrutin aussi important qu'incertain pour la droite

Jeudi dernier à Saint-Tropez, lors des obsèques de sa fille tuée au Bataclan, Jean-Marie de Peretti a estimé que rien n'a été fait après les attentats de janvier. Est-ce votre avis ?

Je veux d'abord adresser mes condoléances à la famille et dire combien j'ai été bouleversé par ce qui s'est passé. C'est le cœur de la France qui a été touché. L'unité nationale ne dispense pas, bien au contraire, de l'effort de lucidité que nous devons faire et des questions qu'il faut poser, même si le risque zéro n'existe pas. Qu'est-ce qui a été fait après les attentats de janvier ? Pourquoi avoir attendu novembre pour engager des perquisitions contre des cellules ou des caches d'armes ? Pourquoi avoir attendu novembre pour envisager l'interdiction de retour des djihadistes binationaux en France ? Pourquoi n'avoir pas mis en œuvre sans délais les expulsions des nombreux prédicateurs radicaux étrangers après janvier ? Il faut se souvenir que toutes les propositions avancées par l'opposition ont été rejetées par le gouvernement et le FN qui s'est opposé à la loi sur le renseignement : centres de déradicalisation, déchéance de nationalité pour des Français qui avaient trahi la France, assignation à résidence pour les individus inscrits sur le « fichier S » dont la dangerosité est avérée, pénalisation de la consultation régulière de sites djihadistes, et plus globalement une plus grande fermeté de la politique pénale... Par ailleurs, au Parlement européen, les voix écologistes, les voix de gauche, les voix du FN se sont mêlées pour refuser le PNR permettant de connaître et de contrôler qui prend l'avion dès la réservation.

Manuel Valls n'écarte pas une nouvelle prolongation de l'état d'urgence. Il faut l'envisager ?

Trois semaines après les attentats, on doit passer des annonces aux actes. Il faut savoir ce que l'on fait concrètement de l'état d'urgence. Si c'est pour multiplier les perquisitions, découvrir les caches d'armes, démanteler des réseaux de terroristes, la réponse est oui. Si c'est pour assigner à résidence des individus potentiellement dangereux et leur mettre des bracelets électroniques, la réponse est oui. Mais la prolongation de l'état d'urgence ne doit pas masquer une forme d'impuissance à agir ou pire une absence de volonté en temps normal. Il nous faut collectivement trouver de nouvelles réponses

Nicolas Sarkozy, hier midi, au siège des Républicains à Paris.

(Photo Philippe Dobrowolska)



juridiques, procédurales et opérationnelles pour démanteler efficacement et durablement ces réseaux et ces cellules, dans le respect du fonctionnement régulier de nos institutions.

Approuvez-vous la mise en place des contrôles aux frontières ?

Je les approuve d'autant plus que je les demande depuis plusieurs mois face à la crise migratoire. Mais, au-delà du temps de l'état d'urgence, nous sommes en droit de demander ce qui va se passer dans deux ou quatre mois, car Schengen est mort aujourd'hui. Il y a deux solutions : soit une réunion d'urgence des chefs d'Etat européens pour définir un Schengen 2 réellement protecteur pour notre pays, soit le maintien dans la durée des contrôles effectifs aux frontières intérieures.

A quoi devra ressembler ce Schengen 2 ?

Il faut au préalable définir une politique migratoire commune à toute l'Europe autour de plusieurs axes : le même niveau d'allocations pour les demandeurs d'asile afin d'éviter tout détournement ou démarche frauduleuse ; la même liste de pays sûrs dont les demandes d'asile de leurs ressortissants seraient refusées ; le même engagement à réduire au strict minimum l'immigration économique tant que nous avons à faire face à une immigration de réfugiés de guerre et

conditionner notre aide au développement à la coopération des pays d'origine dans la lutte contre l'immigration clandestine ; enfin, un même engagement pour que les réfugiés de guerre retournent dans leur pays une fois la paix revenue.

Marine Le Pen a déclaré hier que « le fondamentalisme islamiste pullule dans les quartiers ». Elle caricature ?

Elle voudrait nous faire croire que son rejet de nos compatriotes musulmans peut être assimilé à la lutte contre la barbarie de l'Etat islamique. Cela n'a rien à voir. La France a des racines chrétiennes, mais notre République est laïque. Plusieurs centaines de cellules ou d'individus radicalisés et potentiellement dangereux, c'est une réalité, et il faut la combattre sans ménagement et avec une détermination sans faille. Mais elle mélange tout volontairement : les musulmans de France, un islam de France qui doit s'insérer dans la République et l'Etat islamique que nous devons détruire.

Vous avez appelé les Français à un « examen de conscience à propos de l'affaiblissement de la République ». C'est-à-dire ?

Nous sommes sous la pression depuis quarante ans d'une bien-pensance qui fait que lorsque nous demandions la maîtrise de l'immigration, nous étions qualifiés de xénophobes et de racistes ; quand nous dénoncions les méfaits du radicalisme, nous étions traités d'islamophobes. Lorsque j'ai créé le ministère de l'Identité nationale, que n'ai-je entendu ? Lorsque j'ai dit en

« Je me réjouis de la campagne que mène Christian Estrosi. »

2012 que la France sortirait de Schengen, que n'ai-je entendu ? Quand j'ai dit lors du discours de Grenoble qu'il fallait retirer la nationalité à ceux qui avaient trahi la France, j'ai été très largement attaqué. La France doit avoir ces débats-là.

En dépit de la poussée du FN annoncée par les sondages, êtes-vous confiant ?

J'ai confiance dans le bon sens des Français, spécialement de mes compatriotes de la région Paca qui vit de son ouverture au monde, de ses capacités touristiques à nulle autre pareille et de la qualité de son mode de vie. Je connais cette région, je l'aime depuis bien longtemps. Cette région ne portera jamais le visage de la fermeture, du désordre et de la détestation de tous par tous.

Jeudi, notre sondage Ifop Fiducial indiquait que la perspective de la victoire du FN en Paca inquiète 7 chefs d'entreprise sur 10...

Il n'y a pas que les chefs d'entreprise. Les commerçants à qui M^{me} Le Pen va expliquer qu'elle est pour le maintien des 35 h, les artisans à qui elle va expliquer qu'elle est pour une hausse du Smic de près de 15 %, les femmes à qui M^{me} Le Pen va expliquer qu'elle va fermer le Planning familial. Je ne laisserai pas revenir sur cet acquis et toucher à la liberté de la femme. Imagine-t-on se retrouver avec

M^{me} Le Pen à la tête de cette région symbole d'histoire, de culture et d'ouverture ? Je crois à l'identité de la Provence et de sa région qui est le contraire du message de M^{me} Le Pen.

Comprenez-vous que des électeurs aient envie de tout envoyer balader en votant FN ?

Je comprends, je respecte et j'entends le message porté par l'inquiétude, l'angoisse et la colère d'un certain nombre de nos compatriotes.

Que leur dites-vous ?

Ecoutez ce que nous avons à vous dire sur le risque de désordre que présente le fait de confier la gestion d'une région de 5 millions d'habitants à quelqu'un qui n'a jamais rien dirigé de sa vie. Qui paiera le prix le plus lourd ? Les habitants.

La stratégie de Christian Estrosi est-elle la bonne ?

Je me réjouis de la campagne que mène Christian Estrosi entouré et appuyé d'une équipe expérimentée qui a préparé et propose d'innombrables projets, notamment pour défendre l'identité provençale et son économie. L'image de la région avec Christian Estrosi, qui a été un remarquable ministre de la République, comme président, c'est quand même autre chose qu'avec la petite-fille de M. Le Pen !

Christian Estrosi a réuni un comité de soutien qui compte plusieurs personnalités de gauche. Cela ne risque-t-il pas de déstabiliser son électorat ?

Christian Estrosi a raison. Nous devons parler à tous les Français qui en ont assez du bilan catastrophique de la gauche à la tête de la région et des échecs de la politique de M. Hollande.

L'idée de fusions de listes avec le PS entre les deux tours est totalement exclue ?

Veut-on absolument donner un boulevard au FN en expliquant qu'il serait la seule alternative à la gauche ? Il n'y aura pas de combine, pas de négociation, simplement notre liste, nos idées, nos candidats et nos valeurs.

Et si certains de vos candidats prenaient l'initiative de fusionner...

Dans une famille politique comme la nôtre, on définit collectivement une stratégie et chacun doit la respecter.

PROPOS RECUEILLIS PAR DENIS CARREAUX dcarreaux@nicematin.fr